

SYNTHÈSE • ENQUÊTE EXPLORATOIRE 2026

Risque nature et analyse crédit

Du risque identifié à l'analyse crédit : où en sont les pratiques déclarées ?

Les réponses de 81 professionnels décrivent une appropriation hétérogène du risque nature. Des outils sont déclarés par une majorité, mais les besoins exprimés concernent aussi la qualité des données, les méthodes et leur utilisation dans le dossier de crédit.

Quatre chiffres à retenir

Parmi les répondants	Résultat déclaré
76,5 % • 62/81	utilisent un outil ou une source dédiée aux risques nature.
65,4 % • 53/81	évaluent les dépendances : 16 systématiquement et 37 au cas par cas.
32,1 % • 26/81	choisissent les données fiables à l'échelle du site comme premier blocage.
49,4 % • 40/81	préfèrent une combinaison de formats pour une utilisation en comité de crédit.

L'enseignement central

L'équipement ne suffit pas à renseigner l'usage. La contribution de l'enquête est de préciser plusieurs conditions d'une information utile : être adaptée à l'activité de l'emprunteur, interprétable par les métiers et reliée aux conséquences possibles sur l'exploitation et le remboursement.

La piste qui en découle est une analyse associant synthèse, explication et points à confirmer auprès du client. Elle pourrait orienter une investigation ou un suivi, sans prétendre convertir automatiquement une exposition environnementale en perte financière.

Le périmètre en bref

Collecte téléphonique par la Junior ESSEC pour Greenance, de juillet à octobre 2026. Population mixte : banque, autres activités financières et conseil. Échantillon non probabiliste, non pondéré ; pratiques déclarées, sans audit des dossiers. Les chiffres décrivent des répondants, pas une proportion de banques françaises.

Cette synthèse reprend le rapport final de 25 pages, « Risque nature et analyse crédit », octobre 2026. Elle distingue les constats de l'enquête des pistes proposées pour les professionnels.

01 • PRATIQUES DÉCLARÉES

Des dispositifs présents, des usages à préciser

Des notions et des pratiques diversement appropriées

32 répondants sur 81 (39,5 %) déclarent une distinction claire entre dépendances, risques physiques et impacts ; 32 une distinction partielle. Une dépendance décrit ce dont l'activité a besoin pour fonctionner, tandis qu'un impact décrit ses effets sur la nature. Ces dimensions sont liées, mais ne sont pas interchangeables.

Évaluation des dépendances	n / 81	Part
Systématique	16	19,8 %
Au cas par cas	37	45,7 %
Non	17	21,0 %
Je ne sais pas	11	13,6 %

Le cas par cas peut être adapté à la matérialité des expositions. Le questionnaire ne permet pas de juger la profondeur des évaluations. Les réponses « non » et « je ne sais pas » doivent rester distinctes : l'une décrit une absence déclarée, l'autre un manque de visibilité.

L'outil déclaré ne décrit pas son utilisation

34 répondants déclarent un outil ou une source interne, 28 une ressource externe et 19 aucun outil ou source. Parmi les 18 analystes crédit, 9 répondent non, contre 10 parmi les 63 autres profils. Ce contraste exploratoire invite à examiner l'accès, la connaissance et l'usage des outils, sans établir de différence généralisable entre métiers.

La connaissance du dispositif est aussi un sujet

29 répondants (35,8 %) se disent totalement prêts aux attentes BCE. Parmi eux, 4 évaluent systématiquement les dépendances, 15 au cas par cas, 3 répondent non et 7 ne savent pas. Le sentiment de préparation et la visibilité sur une pratique précise mesurent donc des objets différents ; ce croisement ne vaut pas contrôle de conformité.

Enfin, 51 répondants (63,0 %) rattachent la nature à l'ESG général et 9 déclarent une équipe dédiée distincte du climat. Ces choix d'organisation ne constituent pas, à eux seuls, une mesure de maturité.

À retenir : pour apprécier l'intégration, il faut distinguer l'existence d'un dispositif, sa connaissance par les équipes et son usage effectif dans les dossiers.

Source : rapport final, Q4, Q6, Q8, Q12 et Q18 ; croisements Q1 × Q8 et Q12 × Q6. Bases spécifiques indiquées.

02 · BESOINS ET POINTS DE FRICTION

Une information adaptée au dossier de crédit

Les données arrivent en tête, parmi plusieurs obstacles

Premier blocage retenu	n / 81	Part
Données fiables à l'échelle du site	26	32,1 %
Méthodologie standard reconnue	15	18,5 %
Temps analyste	11	13,6 %
Outil compatible avec les processus crédit	10	12,3 %
Budget	4	4,9 %
Priorité interne faible	3	3,7 %
Autre	12	14,8 %

La question impose un blocage principal. Les 4 réponses « budget » ne signifient donc pas que le financement est rarement contraignant. Les précisions libres évoquent notamment des obstacles combinés et des besoins de formation.

Ce que les professionnels souhaitent mieux comprendre

Les réponses ouvertes font ressortir plusieurs besoins : la localisation des actifs productifs, leurs dépendances, la chaîne d'approvisionnement et les conséquences possibles sur les coûts, les revenus, la solvabilité ou les garanties. Elles évoquent aussi l'assurance, la continuité d'activité et les possibilités de substitution. Ces thèmes sont qualitatifs, sans classement statistique.

La localisation est un point d'entrée, à relier à l'activité

Les 11 réponses à la modalité « Site industriel individuel (entièrement du groupe) » ne mesurent pas toutes les analyses localisées : son libellé est ambigu et certaines réponses « Autre » décrivent une analyse à l'actif. La question utile est de savoir si le niveau d'analyse correspond au financement, aux actifs critiques et à l'entité qui porte la dette.

40 répondants (49,4 %) préfèrent une combinaison de formats en comité. Cette préférence ouvre la voie à une synthèse rapide accompagnée d'explications et de détails accessibles selon le besoin ; elle ne désigne pas une interface unique.

Source : rapport final, Q7, Q14, Q15 et Q21. Q21 : 80 réponses renseignées. Les chiffres fermés restent sur la base de 81 répondants.

03 · CONCLUSIONS ET PISTES

Relier l'information à une action proportionnée

Trois conditions pour passer à l'usage

1. Contextualiser. Relier les dépendances et l'exposition aux usages, à l'importance du site et aux capacités d'adaptation. Deux entreprises exposées au même aléa peuvent présenter des vulnérabilités différentes. Une donnée géographique seule ne suffit pas à établir une conséquence financière.

2. Expliquer. Présenter les facteurs déterminants, leurs sources et les informations manquantes. Un indicateur peut aider à hiérarchiser les investigations, à condition que sa signification, sa couverture et ses limites soient compréhensibles.

3. Organiser la suite. Identifier les questions à poser au client, les cas à approfondir et les modalités de suivi. L'outil doit s'insérer dans des méthodes et des responsabilités claires, avec des équipes formées à l'interprétation des résultats.

À quoi pourrait ressembler une réponse opérationnelle ?

Une fiche intégrée au dossier pourrait réunir les activités et actifs concernés, les ressources critiques, les signaux d'exposition, les conséquences possibles pour l'exploitation et les points à confirmer. L'automatisation pourrait faciliter la collecte et le rapprochement des données, tout en laissant les hypothèses visibles et corrigibles. Il s'agit d'une piste issue des besoins exprimés, pas d'une solution validée par l'enquête.

Le retour d'expérience du climat

Le rapport replace ces résultats dans les travaux sur l'intégration des risques climatiques et environnementaux. La leçon utile concerne le passage d'une politique ou d'une évaluation à une action de gestion. L'enquête ne permet pas d'attribuer à la nature un retard fixe en années, ni d'évaluer la conformité des établissements.

Ce qu'il faut retenir

Le progrès à rechercher est une information nature qui éclaire une décision de travail : poser une question supplémentaire, documenter une dépendance, approfondir une exposition ou adapter un suivi. L'objectif est de garder une trace explicite de la manière dont cette information a été prise en compte dans l'analyse de la contrepartie.

Cette enquête apporte un éclairage sur l'appropriation déclarée et les besoins des professionnels interrogés. Elle ne démontre ni l'efficacité d'un produit ni une immaturité globale du secteur.

Source : Greenance / Junior ESSEC, rapport final « Risque nature et analyse crédit », p. 17-20 et bibliographie. Synthèse mise à jour le 9 octobre 2026. Le questionnaire complet, les résultats détaillés et les références figurent dans le rapport long.